Chantal Mouffe : “La crise écologique est l’occasion d’une radicalisation de la démocratie”

Nicolas Gastineau

La philosophe politique [Chantal Mouffe](#), notamment co-autrice d’[Hégémonie et stratégie socialiste](#) (avec Ernesto Laclau, initialement paru en anglais en 1985), a joué le rôle de théoricienne et de source d’inspiration pour la gauche radicale, du mouvement [Podemos](#) à la France insoumise. Dans son dernier ouvrage, [La Révolution démocratique verte](#) (Albin Michel, 2023), elle constate que la question écologique est encore vue comme un problème trop rationaliste et doit, pour mobiliser les masses, rencontrer des affects.

Dans la continuité de vos précédents travaux, vous revenez sur l’idée que la gauche a fait l’erreur historique de se priver des affects.

Chantal Mouffe : Je m’intéresse depuis mes premiers livres au rôle des passions en politique. Par passion, j’entends les affects communs (et je les distingue ainsi des émotions, qui sont très à la mode en ce moment). Ma question est : comment est-ce qu’on peut créer, à partir de ces affects communs, une volonté politique ? Et surtout, pourquoi le populisme de droite y arrive mieux que la gauche ? Les gens de gauche me répondront que c’est justement parce qu’il flatte les passions, les bas instincts, tandis que nous n’utilisons que la rationalité et les arguments. J’ai essayé de remonter aux origines de ce refus de la gauche de mobiliser des passions ; cela m’a conduit aux travaux de [Hans Blumenberg](#) et notamment son livre *La Légitimité des temps modernes* (1966). Il explique que pendant les Lumières, il y a eu une articulation *contingente* entre un mouvement d’auto-affirmation (la démocratie) et un mouvement d’auto-fondation (le rationalisme). Sauf qu’il a été ensuite établi que ce rapport était *nécessaire*, que la défense de la démocratie et de son idéal exigeait qu’on ait une perspective rationaliste. Mais on peut parfaitement défendre la démocratie d’une manière qui ne soit pas strictement rationaliste. C’est même vital, car la question des affects est trop importante pour être laissée à la droite. Je pense comme **Spinoza** que « *les idées n’ont que de force que de ce qu’elles rencontrent des affects* ». C’est bien d’avoir un beau programme ; encore faut-il que les gens le désirent, qu’ils agissent dans sa direction. Et pour ce faire, il faut que cela résonne avec leurs affects.

“Le populisme de droite arrive mieux que la gauche à créer une volonté politique à partir des affects. [...] Mais la question des affects est trop importante pour être laissée à la droite”

N’est-ce pas une arme dangereuse que de susciter les passions politiques ? On se prive certes d’une énergie émancipatoire, mais n’évite-t-on pas aussi de réveiller des monstres comme on en a connu au siècle dernier ?

Bien sûr qu’il y a des risques, car les affects peuvent être mobilisés en tous sens. Je crois, et c’est là le lien entre mon travail et la psychanalyse, que les affects sont malléables. Les affects peuvent être construits d’une façon positive ou négative, mais ils ne le sont jamais par essence. Analysant les élections en Grande-

Bretagne en 2019, on avait d’un côté **Boris Johnson**, sans programme sérieux mais avec un mot d’ordre : « *Take back control* » (« *Reprenez le contrôle* »). C’était un slogan efficace parce qu’il avait la capacité, comme on dit en anglais, d’*empower* les gens [*de leur donner (la sensation d’avoir) du pouvoir*]. En fait, la gauche aurait parfaitement pu s’approprier ce slogan, capter l’affect que faisait vibrer la possibilité de *reprendre le contrôle* sur notre politique, mais à condition de dire « *take back control* » à sa façon, non contre l’Union européenne mais contre les multinationales et les grandes forces capitalistes. Si l’on ne s’engage pas pour tenter de canaliser ces affects vers la justice sociale et l’émancipation, on les abandonne à la droite.

En parlant d’orienter un slogan contre les multinationales, vous assumez une vision conflictuelle de la politique, qui désigne ses adversaires.

Il y a en philosophie deux façons de comprendre le politique. Il y a la conception associative, qui consiste à considérer que le politique est l’agir en commun, la recherche du consensus. Des conflits peuvent surgir mais le politique aspire justement à les résoudre et à les dépasser. C’est le postulat de toute la philosophie libérale. À l’opposé, il y a la conception dissociative, dans laquelle je me situe, qui a aussi sa généalogie, avec [Thucydide](#), [Machiavel](#), [Hobbes](#), [Carl Schmitt](#) et plus récemment [Claude Lefort](#) ou [Jacques Rancière](#). L’idée est que le politique a nécessairement à voir avec le conflit et l’antagonisme – un type de conflit particulier en ceci qu’il ne peut pas être résolu rationnellement. La pensée dissociative postule une négativité radicale, qui ne peut pas être dépassée ; et si le politique existe, c’est d’ailleurs pour lui faire face. On a tendance à croire que les penseurs de cette tradition sont plutôt réactionnaires et s’opposent à la démocratie pluraliste, en particulier lorsqu’on pense à Carl Schmitt. Mais pas nécessairement ; on peut aussi avoir une vision dissociative et penser à partir de cela la possibilité d’une démocratie pluraliste. Ce que Schmitt ne voyait pas, c’est que le conflit n’est pas obligé d’être mis en scène sur le mode de l’antagonisme, sur celui de la dualité de l’ami et de l’ennemi, qui est en effet incompatible avec la démocratie – puisque l’ennemi, c’est celui qu’il faut détruire. On peut plutôt penser le conflit sur le mode de l’*agonisme*, qui reconnaît aussi la négativité mais qui, au lieu de traiter l’opposant comme un ennemi à détruire, va plutôt le voir comme un adversaire. « *S’opposer, sans se massacrer* », écrivait l’anthropologue [Marcel Mauss](#).

“Je pense comme Spinoza que ‘les idées n’ont que de force que de ce qu’elles rencontrent des affects’”

Chantal Mouffe

Les affects passent par les êtres qui les expriment, et les idées rencontrant les affects ont besoin de catalyseur – ce que Mélenchon a pu être, suivant vos leçons, pour le populisme de gauche. [Dans nos colonnes](#), il déclarait : “Pendant des années, on disait ‘on’, le peuple, la classe ouvrière, les masses ; maintenant, on dit plus volontiers ‘je’.” Mais comment concilier ce “je” avec l’exigence démocratique ?

Quand on parle du peuple, on ne parle pas d’une réalité empirique, mais d’une construction politique qui rassemble des groupes variables. Pour qu’ils constituent un peuple et que se crée une volonté collective, il leur faut un principe d’articulation, ce que j’appelle un signifiant hégémonique. Ce peut être un individu, c’était le cas avec **Jean-Luc Mélenchon**, mais on peut citer aussi **Nelson Mandela** ou [Hugo Chavez](#). Ce n’est pas obligatoire cependant, parce que ce signifiant hégémonique peut aussi être procuré par une lutte

commune à laquelle on s’identifie : par exemple, en Pologne, c’est la lutte du syndicat [Solidarność](#) qui a créé le mouvement, et non sa figure centrale [Lech Wałęsa](#). Mais il est vrai que lorsqu’il y a la possibilité que les affects se cristallisent autour d’une personne, ça lui donne une force considérable. À l’inverse, des mouvements comme les Gilets Jaunes ou [Occupy Wall Street](#), qui sont restés sans visage, ne sont pas parvenus à avoir un débouché politique. Si l’on reconnaît l’importance des affects, il faut reconnaître qu’un individu peut détenir cette force d’articulation.

C’est une force, mais c’est aussi une faiblesse.

Oui, d’abord parce que ça pose le problème de la relève. On l’a vu à la mort d’Hugo Chavez – c’est sans doute le problème auquel doit aujourd’hui faire face la France Insoumise. Il y a aussi le risque de l’autoritarisme, donc il faut des mécanismes pour l’empêcher. Mais je ne suis pas de ceux qui pensent qu’automatiquement, un dirigeant doit être synonyme d’autoritarisme. Le *leader* peut être conçu comme un *primus inter pares*, premier parmi les pairs, une figure symbolique et articulatrice.

“Il faut montrer que l’imaginaire démocratique peut porter l’engagement écologique” Chantal Mouffe

Venons-en à la crise écologique. Comment mobiliser les affects, alors que cette crise est souvent abordée comme un pur problème rationaliste, rythmé par les rapports du Giec, les avalanches de courbes et de graphiques ?

C’est vrai qu’il y a une conception trop technicienne de la crise écologique. D’ailleurs, une très grande majorité de gens sont d’accord avec les faits : il y a quelques années, il y avait encore beaucoup de « *climate deniers* » [*climatosceptiques*] mais ce n’est plus le problème aujourd’hui. Cela veut dire que les gens ont accepté les idées rationnelles mais peinent à s’identifier collectivement au projet. Les idées écologiques doivent rencontrer des affects communs.

Est-ce que le catalyseur des affects peut être la Terre elle-même, qu’on appelle parfois “Gaïa” ?

Vous faites sans doute référence aux [travaux de Bruno Latour](#). Il avait une vraie conscience du rôle des affects en écologie. Les jeunes d’aujourd’hui, si l’on pense au mouvement [Fridays for Future](#) [*les grèves étudiantes pour le climat*], ont développé un affect très fort vis-à-vis de la question écologique, mais pas vraiment d’affect pour la lutte sociale. Il faut relier les deux.

“Si l’on ne s’engage pas pour tenter de canaliser ces affects vers la justice sociale et l’émancipation, on les abandonne à la droite” Chantal Mouffe

C’est là qu’intervient votre projet de “révolution démocratique verte” ?

Je crois que l’imaginaire social, pour reprendre une expression de [Cornelius Castoriadis](#), est très important pour la formation des identités politiques. Et dans notre imaginaire, le signifiant « démocratie » a encore une valeur affective très importante, ce que [Tocqueville](#) nommait « *la passion de l’égalité* ». Le problème, c’est que sous l’influence du néolibéralisme, la démocratie a été vidée de ses affects et réduite à une technique de gouvernement. Pourtant le signifiant « démocratie » continue de mouvoir les foules, les individus ne cessent pas de s’y identifier. Par exemple, en Espagne, le mouvement des [Indignados](#) avait pour mot d’ordre « ¡*Democracia Real Ya!* » (« [La vraie démocratie maintenant!](#) »), tout comme *Occupy Wall Street* ou ce

qu’on a appelé les « mouvements des places » [tels que [Nuit Debout](#)]. Il faut montrer que l’imaginaire démocratique peut porter l’engagement écologique.

Les Gilets jaunes, au moins à leurs débuts, ont montré l’inverse de cette alliance : une taxe écologique décidée d’en haut, par les techniciens des villes, est massivement rejetée par les classes populaires.

Il ne faut pas rendre l’écologie punitive, il faut montrer qu’elle va apporter aux gens une vie meilleure, que la cause écologique peut être une avancée démocratique. J’ai appelé, dans mes précédents ouvrages, le socialisme une « radicalisation de la démocratie ». Il y a plusieurs étapes de cette radicalisation : la démocratie commence par les droits politiques d’abord, puis avec le socialisme historique les droits sociaux. Dans [Hégémonie et stratégie socialiste](#) (1985), nous théorisons avec [Ernesto Laclau](#) la démocratie des nouveaux mouvements sociaux, des minorités et des luttes féministes. La crise écologique est l’occasion de passer à la quatrième étape. Aujourd’hui, ses effets frappent d’abord les plus défavorisés, qu’il s’agisse des pauvres ou des minorités (comme le démontre la notion de racisme environnemental). Sa prise en compte est donc un enjeu de justice sociale. En ce qui concerne les Gilets jaunes, j’ai trouvé intéressant qu’avec l’évolution du mouvement s’opère une convergence avec le [comité Vérité pour Adama](#) ou des groupes écologistes. Ce n’était bien sûr pas central, mais ça montrait qu’il existait la possibilité d’un ralliement. Au début, le problème, c’était la fin du mois – mais très vite, le slogan est devenu « *Fin du monde, fin du mois* ». Je pense que le meilleur programme pour tenir compte de ces deux objectifs est le [Green New Deal](#) proposé par la députée américaine [Alexandria Ocasio-Cortez](#). Le *Green New Deal* propose bien une bifurcation de l’économie – je tiens à ce mot, parce qu’une transition ne suffira pas – mais sans laisser de côté les classes populaires. Par exemple, elle propose un travail à temps plein garanti, avec de bonnes conditions, pour tous ceux qui vont perdre leur travail à cause des transformations de l’économie requises.

“Les jeunes d’aujourd’hui ont développé un affect très fort vis-à-vis de la question écologique, mais pas vraiment concernant la lutte sociale. Il faut relier les deux” Chantal Mouffe

Un mot que vous aviez fait vôtre mais que l’on voit beaucoup moins dans ce livre, c’est le populisme. La révolution démocratique verte doit-elle être un populisme vert ?

Aujourd’hui, le populisme de gauche doit être un populisme vert. Mais j’hésite à employer ce terme, parce qu’ici en France, il est connoté si négativement que c’est difficile de retourner le stigmate. Ce n’est pas le cas du tout ailleurs, en Amérique latine, ou aux États-Unis avec [Bernie Sanders](#). Le populisme n’est pas un régime, c’est une stratégie politique qui vise à radicaliser la démocratie et s’inscrit justement dans une vision dissociative du politique. La politique consiste en la création d’un nous *versus* eux, une définition qui s’appuie sur l’idée de [Saussure](#) selon laquelle l’identité ne se construit qu’en relation à des différences. Pour qu’il y ait un nous, il faut qu’il y ait un eux qui s’en différencie. S’inspirant de **Derrida**, on dirait : « *Un extérieur constitutif* ». Le populisme implique la définition de l’adversaire. Tout dépend alors de la façon dont le « eux » et le « nous » sont délimités : le populisme de droite choisissant de s’opposer aux immigrés, tandis que pour le populisme de gauche, beaucoup plus inclusif, le « eux » désigne les forces capitalistes. Dans le populisme vert, le « eux » devient les industries fossiles, ceux qui sont responsables du *statu quo* ou en profitent. C’est pour cette raison que j’ai un problème avec les partis écologistes. En grande majorité, ils refusent de définir un adversaire, ils ont une vision trop associative du politique, ils espèrent mettre tout le

monde d'accord puisque nous sommes tous affectés par la crise écologique. Mais il y a des intérêts contradictoires. Il y aura des résistances, il y aura une lutte, il y a donc des adversaires.

La Révolution démocratique verte. Le pouvoir des affects en politique, de Chantal Mouffe, vient de paraître aux Éditions Albin Michel. [128 p.](#), [15,90€ en édition physique](#), [11,90€ en version numérique](#), [disponible ici](#).